

Guerre aux pauvres !

Le président des riches Emmanuel Macron, (sous entendu que le président des pauvres pourrait exister, quelle rigolade) a décidé de s'attaquer aux pauvres... pardon à la pauvreté. Comme d'habitude il l'a annoncé de manière très spectaculaire à la télé etc. En fait, si on regarde son projet de plus près on s'aperçoit qu'il n'y a de nouveau que le nom... Et encore...

En 1989 le président Mitterrand (président des pauvres pendant sa campagne et président des riches pendant son mandat, à gauche pendant les campagnes électorales ils sont souvent « président des pauvres ») a mis en place le RMI. Tout le monde connaît le RMI, revenu minimum (c'est le moins que l'on puisse dire) d'insertion (c'est vite dit). Il a permis à monsieur Mitterrand de se donner une image de président social mais aussi de contrôler la colère sociale des pauvres. Contrôler car il y avait des obligations quand on était au RMI, on devait voir des « travailleurs sociaux », sorte de police sociale qui appliquent la loi bien sagement. Et aussi, donner un minimum à ceux qui n'ont rien, ça évite la contestation... stratégie plutôt intelligente et vraiment machiavélique.

En 2009 un autre président (celui-ci ouvertement des riches) Nicolas

Sarkozy, remplaça le RMI par le RSA. La différence est dans la lettre, le A, Revenu de Solidarité (on la cherche encore celle-la...) Active (le but étant de mettre au travail les pauvres, ça n'a pas marché). En dehors du nom rien n'a vraiment changé, c'est toujours aussi misérable, qu'on soit au RMI ou au RSA. Et on s'en doute M. Sarkozy a bien sû tenté de renforcer le contrôle sur les pauvres.

Mais voyons un peu le nouveau projet d'Emmanuel Macron. D'abord le nom, Revenu Universel d'Activité. Rien de neuf vous me direz... Le principe est de regrouper le RSA et les aides sociales. En gros les pauvres toucheraient toutes les aides du même organisme et en même temps. Le gouvernement essaie de nous faire croire que le but est de simplifier les démarches et donc la vie des pauvres, en fait c'est encore un projet pour remplir l'agenda du président. Je parie que pour les pauvres rien ne va changer... Il y a même des gens qui râlent et qui disent que le but de cette réforme est de casser le système des aides sociales. Vu les nombreuses déclarations anti-pauvres du président cette année, ça ne serait pas étonnant. Par contre on peut se réjouir pour une chose, c'est qu'au moins ça va créer des emplois... dans le domaine de la police sociale !

Arrêtez de vous plaindre !

Dernière provocation en date de Macron : "arrêter de vous plaindre" nous a t il proposé. Il se moque de nous ! Bien sûr quand on est bien au chaud sur les bancs en velours de l'assemblée avec un salaire de folie on n'a pas besoin de se plaindre. Pour information un député touche 7100 € d'indemnité parlementaire plus 5770 € d'indemnité de frais, cela tous les mois, aux frais de la princesse. Rappelons que plus de la moitié des salariés touchent moins de 1800€/mois. Et puis il faut voir les conditions de travail, pour ceux qui ont la chance de pouvoir travailler et remplir la gamelle. Ainsi le contrôle strict du rythme de travail chez les ouvriers et les salariés ne cesse d'augmenter. Ce contrôle est imposé soit par la machine, soit à cause de la surveillance de la hiérarchie. A cela il faut ajouter la pénibilité physique : rester longtemps debout ou dans une position pénible, effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents, devoir porter ou déplacer des charges lourdes, subir des secousses ou des vibrations... N'oublions pas le bruit qui nous oblige à devoir crier pour

nous parler. Deux tiers des ouvriers doivent élever la voix pour communiquer, les cadres sont seulement 6,6 pour cent à devoir le faire. Et puis qui travail dans la poussière, la fummée ou au milieu des produits toxiques ? Certainement pas les politiques ou les banquiers ! On peut aussi ajouter le harcèlement au travail et le management : ça va jamais assez vite, c'est jamais assez bien fait ! On entend beaucoup de reproches, rarement de félicitations, et cela quoi qu'on fasse.

Notre travail et fatiguant et rempli bien nos journées. Nous n'avons pas un emploi du temps de ministre nous ! Nous ne pouvons physiquement pas nous permettre d'être au four et au moulin. Il nous font bien rire à nous faire croire qu'ils sont débordés quant la même personne peut être à la fois premier ministre et ministre de l'intérieur !

Alors oui, nous, nous avons des raisons de nous plaindre ! Mais oui, il faut nous arrêter de nous plaindre et il nous faut agir pour changer tous ça !

AGENDA : octobre/novembre/décembre

A notre local : 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse (métro Carmes)

. Samedi 20 Octobre : Café libertaire : « Anarchosyndicalisme et syndicalisme révolutionnaire », à 17 heures

. Samedi 03 Novembre : Café libertaire : projection « Elisée Reclus, géographe libertaire », à 17heures.

. Samedi 17 Novembre : Café libertaire : « Élections, piège à cons ! », à 17 heures.

. Samedi 1er Décembre : Café libertaire : « La révolution allemande de 1918-1919 », à 17 heures.

. Samedi 15 Décembre : Café libertaire : « La révolution mexicaine 1910-1920 », à 17 heures.

Flexi-précarité

Pour séduire les électeurs « moutons », il n'avait pas lésiné sur les promesses : il allait moderniser le pays, réveiller toutes les énergies, faire reculer le chômage, la richesse des plus riches allait ruisseler sur les plus pauvres, bonheur et joie de vivre garantie pour tous.

Le système électoral est ainsi : à la fin celui qui est élu est celui qui raconte les plus belles histoires, celui qui sait le mieux faire rêver. Et mr Macron a trouvé les bons mots : réformer, moderniser, libérer les énergies, éliminer les blocages, faire ruisseler la richesse des plus riches sur les plus pauvres. Mais, comme après chaque élection, les électeurs moutons découvrent qu'ils ont été bernés et que son programme ne différerait pas de celui de ses prédécesseurs, voire même était plus libéral encore. Car mr Macron est un pur libéral et il fait une confiance absolue au marché, à la libre concurrence, il pense que la main invisible du marché régit au mieux les rapports économiques. Pour lui tout ce qui entrave les lois du marché, c'est à dire la loi du plus fort, du premier de cordée doit être supprimé. Impôts sur la fortune, code du travail, protection des plus faibles, tout ça doit être éliminé il aura suffi d'à peine un peu plus d'un an pour que même les plus distraits des électeurs découvrent ce qui se cachait sous les formules alambiquées de notre nouveau président : les blocages dont il nous parlait, ce sont d'abord tous les systèmes de protection que sous la pression populaire la société a mis en place pour protéger les plus faibles, les plus pauvres ; les réformes, c'est la suppression de tous les systèmes d'aide aux défavorisés ; la modernisation, c'est la vente au privé des services publics, c'est la main tendue à tous les lobbys industriels ou autres. Pourquoi nous dit monsieur Macron pour justifier sa politique continuer à produire en France puisque on peut produire dans des pays où les salaires sont bien moins élevés, où n'existent aucune protection sociale, où l'entrepreneur peut renvoyer quand il veut le travailleur qui lui déplaît, et où donc produire revient pour les entreprises beaucoup moins cher et permet beaucoup plus de profits pour les actionnaires. Si l'on veut continuer à produire en France, il faut absolument nous dit Macron faire baisser le coût de la main d'œuvre, supprimer tous les acquis sociaux, supprimer toutes les lois qui pro-

tègent les travailleurs, en bref ramener le travailleur français au même niveau d'exploitation que ses collègues d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine. Alors le chômage disparaîtra et les comptes publics seront en équilibre. Ce qu'il ne nous dit pas, c'est que les travailleurs devront se contenter de salaires de misère, de conditions de travail catastrophique et de prestations sociales réduites. En fait, la société dont rêve mr Macron, est constituée de deux classes sociales, l'une regroupant la grande majorité de la population vivant chichement et difficilement de son travail, l'autre minuscule composée de privilégiés égoïstes, accumulant sans vergogne les richesses.

Alors que faire ? Soit faire confiance à l'un ou l'autre des nombreux bonimenteurs qui encombrant les médias et se présentent comme les défenseurs des pauvres, les protecteurs des faibles et garantissent que eux élus, on raserait gratis. Comment croire à ces sornettes. Nous avons à de multiples reprises vu ce que valaient les promesses des candidats politiques, quelle que soit leur étiquette politique. Le pouvoir rend fou et Macron en est une preuve supplémentaire. Non, si nous voulons que ça change, si nous voulons une société plus juste, plus égalitaire, plus respectueuse de l'environnement, en un mot plus humaine, nous devons prendre notre avenir en mains et ne faire confiance qu'à nous mêmes. Apprenons à réfléchir ensemble, à parler ensemble, à décider ensemble, à agir ensemble, et à nous occuper nous-mêmes collectivement et démocratiquement des affaires qui nous concernent. Tant que nous ferons confiance à des leaders politiques plus ou moins charismatiques, nous serons exploités, nous serons dominés : toute l'histoire de l'humanité est là pour le prouver mais l'histoire montre également que des collectivités humaines peuvent librement s'auto-gérer dans des sociétés non hiérarchisées pour le plus grand bonheur de tous leurs membres. C'est par la violence des états, de gauche ou de droite que toutes ses expériences démocratiques et égalitaires ont été détruites. Le système économique actuel est fondamentalement injuste, inégalitaire et mortifère. Il est générateur de guerres, de catastrophes naturelles et industrielles, il pille et détruit la planète. La main invisible du marché est un mythe. Un autre futur est possible, à nous d'agir en conséquence.

Renvoyez nous ce questionnaire rempli et gagner gratuitement un exemplaire de notre presse ! Apprendre à nous connaître, apprendre à vous connaître

1 : Pensez-vous que les hommes politiques sont capables de régler les problèmes que nous rencontrons ?

Oui

Non

2 : Pensez-vous que les centrales syndicales (CGT, CFDT, SUD, etc....) sont des politiciens comme les autres ?

Oui

Non

3 : Pensez-vous qu'il soit juste que les actionnaires soient plus rémunérés que les travailleurs ?

Oui

Non

4 : Pensez-vous que les hommes politiques se préoccupent plus de leurs intérêts propres que de ceux de la population ?

Oui

Non

5 : Pensez-vous que les tribunaux jugent plus durement les pauvres que les riches ?

Oui

Non

6 : Pensez-vous que la solidarité soit vitale pour toute vie en société ?

Oui

Non

7 : Avez-vous dans votre vie personnelle été témoin d'actes où la solidarité l'a emporté sur l'égoïsme ?

Oui

Non

8 : Pensez-vous que les religions peuvent être utilisées par les politiciens pour diviser les pauvres entre eux ?

Oui

Non

9 : Pensez-vous que le sentiment national peut être utilisé par les politiciens pour diviser les pauvres entre eux ?

Oui

Non

10 : Pensez-vous que d'aller voter pourrait permettre de réduire les inégalités ?

Oui

Non

11 : Pensez-vous qu'il est acceptable de laisser les choses telles qu'elles sont sans réagir ?

Oui

Non

Nous organiserons des débats cette année sur les sujets abordés dans ce questionnaire.

Si vous désirez y participer, vous pouvez nous laisser vos coordonnées.

CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse (métro Carmes).

Permanance tous les samedi à 17h.

NOM PRÉNOM

ADRESSE

EMAIL

